



Assemblée générale

Distr. générale
26 octobre 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Point 110 c) de l'ordre du jour

Questions relatives aux droits de l'homme :
situations relatives aux droits de l'homme
et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux

Situation des droits de l'homme en Afghanistan

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale un bref rapport intérimaire sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan établi par M. Choong-Hyun Paik, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, conformément à la résolution 52/145 de l'Assemblée, en date du 12 décembre 1997, et à la décision 1998/267 du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1998.

Annexe**Rapport intérimaire sur la situation des droits de l'homme
en Afghanistan présenté par le Rapporteur spécial
de la Commission des droits de l'homme
conformément à la résolution 52/145 de l'Assemblée générale
et à la décision 1998/267 du Conseil économique et social**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	3
II. Mémoire	4	3
III. Réponse au mémoire	5	9
IV. Conclusions et recommandations	6–18	10
A. Conclusions	6–8	10
B. Recommandations	9–18	11

I. Introduction

1. C'est en 1984 que le Président de la Commission des droits de l'homme a nommé pour la première fois un Rapporteur spécial chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Afghanistan, comme le Conseil économique et social le lui avait demandé dans sa résolution 1984/37 du 24 mai 1984. Depuis, le mandat du Rapporteur spécial a été régulièrement renouvelé par des décisions de la Commission qui ont été entérinées par le Conseil et dans lesquelles le Rapporteur spécial était prié de rendre compte à la Commission et à l'Assemblée générale. Les rapports présentés à la Commission sont parus sous les cotes E/CN.4/1985/21, E/CN.4/1986/24, E/CN.4/1987/22, E/CN.4/1988/25, E/CN.4/1989/24, E/CN.4/1990/25, E/CN.4/1991/31, E/CN.4/1992/33, E/CN.4/1993/42, E/CN.4/1994/53, E/CN.4/1995/64, E/CN.4/1996/64, E/CN.4/1997/59 et E/CN.4/1998/71 et les rapports présentés à l'Assemblée figurent dans les annexes aux documents A/40/843, A/41/778, A/42/667 et Corr.1, A/43/742, A/44/669, A/45/664, A/46/606, A/47/656, A/48/584, A/49/650, A/50/567, A/51/481 et A/52/493. M. Choong-Hyun Paik a été nommé Rapporteur spécial chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Afghanistan en avril 1995.
2. Dans sa résolution 1998/70 du 21 avril 1998, la Commission des droits de l'homme a décidé de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial, ce que le Conseil économique et social a approuvé dans sa décision 1998/267 du 30 juillet 1998.
3. Du fait de la situation en matière de sécurité dans la région au moment où le Rapporteur spécial avait envisagé d'effectuer sa visite, il n'a pu se rendre en Afghanistan ni au Pakistan comme initialement prévu, avant d'achever la rédaction du présent rapport. Étant donné les événements qui se sont produits dans le nord de l'Afghanistan en août 1998, en particulier dans la ville de Mazar-e-Sharif, le Rapporteur spécial s'est efforcé d'obtenir les informations les plus crédibles possibles de sources dignes de foi. Ayant pu obtenir ces informations, il a décidé de rédiger un mémorandum faisant état de violations présumées des droits de l'homme qu'il a ensuite soumis aux représentants du mouvement des Taliban pour commentaires et observations. Le texte intégral du mémorandum et de la réponse qu'il a suscitée est reproduit ci-après.

II. Mémorandum

4. On trouvera ci-après le texte du mémorandum rédigé par le Rapporteur spécial :

Violations présumées des droits de l'homme

Mazar-e-Sharif

Selon des sources dignes de foi, après la prise de Mazar-e-Sharif, le 8 août 1998, par les Taliban et leurs alliés, des massacres et de nombreuses atrocités ont été commis dans la ville. Il s'en est suivi notamment le non-respect du droit inhérent à la vie, du droit à la liberté et à la sécurité de la personne, du droit de ne pas être soumis à la torture et autres traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants, du droit de circuler librement, du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion et des droits des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques. La minorité ethnique hazara était principalement visée, quoique pas exclusivement.

Le premier jour, les forces des Taliban, armées de mitrailleuses, ont abattu sans discernement et sans avertissement préalable toute personne qui se promenait dans les

rues ou qui regardait à travers sa fenêtre ou depuis le pas de sa porte. Ont été ainsi tués des hommes, des femmes, des enfants et des personnes âgées, quelle que soit leur appartenance ethnique et religieuse. Même des animaux tels que les ânes, les chèvres et les moutons ont été tués. Étant donné que les rues grouillaient de personnes vaquant à leurs occupations quotidiennes, de nombreux commerçants, des mendiants et 35 garçons qui vendaient des boissons non alcoolisées dans la rue ont été ainsi tués. Un témoin s'est caché avec quelque 25 autres civils. Ils ont tous subi un interrogatoire en règle et neuf Hazaras ont été abattus sur-le-champ et jetés dans un puits. Les témoins ont souvent utilisé l'expression «rage de tuer» pour décrire ce qui s'est passé. Les rues étaient jonchées de cadavres et baignées de sang. Les exécutions et les tirs arbitraires et sans discernement se sont poursuivis pendant toute la première journée. Les corps restaient dans les rues pendant une période de quatre jours à une semaine avant que les habitants ne soient autorisés à les enlever. Des combattants ont pu être tués à cette occasion.

Les 10 diplomates iraniens et un correspondant de l'agence de presse IRNA ont été tués le premier jour de la prise de Mazar-e-Sharif, lorsque les forces des Taliban et leurs alliés, notamment ceux dits «Taliban du Punjab», ont pénétré dans le consulat iranien. Leurs corps sont restés dans le bâtiment pendant deux jours avant d'être inhumés dans une fosse commune dans la cour du lycée de filles Sultan Razia. Le groupe qui a tué les Iraniens était conduit par un certain mollah Fazel Ahmed ou Fazel Mohammed, un commandant supérieur des Taliban.

Le deuxième jour après l'entrée des troupes de Taliban à Mazar-e-Sharif et les exécutions et tirs sans discernement qui s'en sont suivis, il a été annoncé dans les rues, au moyen de la radio et de haut-parleurs, que la population devrait donner aux autorités des renseignements concernant les Hazaras et les armes cachées. Les Taliban et leurs alliés ont commencé à fouiller systématiquement chaque maison à la recherche de membres de la minorité ethnique hazara dans tous les quartiers où ils étaient censés habiter. Les groupes chargés des fouilles comprenaient généralement un responsable des Taliban et cinq informateurs pachtouns de Balkh qui les guidaient vers des maisons précises. Ces groupes recherchaient également de l'argent et d'autres objets de valeur qu'ils volaient. Ils demandaient aux non-Hazaras dont les maisons étaient fouillées de leur indiquer les maisons habitées par des Hazaras. Certaines personnes ont été contraintes d'accompagner les groupes de fouille et d'indiquer les maisons des Hazaras. Une personne a été emprisonnée pendant 20 jours pour avoir essayé d'empêcher l'arrestation d'un civil hazara. Les quartiers habités par les Hazaras, d'où était parti le soulèvement contre les Taliban en mai 1997, étaient des cibles privilégiées. Dans tous les cas, les massacres ont été systématiques, planifiés et bien organisés.

De nombreuses exécutions sommaires ont eu lieu dans les quartiers les plus touchés et de nombreux habitants ont été emmenés. Tous les quartiers de Mazar-e-Sharif habités par des Hazaras ont fait l'objet de fouilles intensives. Dans certains cas, lorsque le groupe se rendait compte que la personne ouvrant la porte était hazara, il l'abattait sur-le-champ. Les Hazaras étaient tués malgré les assurances données par les représentants de rues selon lesquelles ils étaient des civils et n'avaient pas d'appartenance politique. Dans le quartier d'Ilmarab, 170 personnes, dont des femmes et des enfants, ont été tuées en quelques heures; 230 corps ont été ensevelis à Budhky. Certaines des victimes avaient reçu trois balles (deux à la tête et une à la poitrine ou une à la tête, une à la poitrine et une à l'aîne), puis avaient été égorgées à la manière halal.

Lorsque les Taliban sont arrivés dans le quartier de Saidabad le troisième jour suivant leur entrée à Mazar-e-Sharif, ils ont donné aux habitants 20 minutes pour porter leurs armes à la mosquée la plus proche. À Saidabad et Dasht-e-Shor, les forces des Taliban ont abattu tous les Hazaras, y compris les femmes, les enfants et les vieillards. Selon des témoins, plus de 100 corps jonchaient le chemin allant de l'entrée de Saidabad à la prison et de nombreux autres se trouvaient dans les rues adjacentes. Des coups de feu ont été entendus pendant plusieurs jours et de nombreux cadavres ont été abandonnés dans les maisons sans être enterrés. De nombreux autres cadavres jonchaient les rues et les murs étaient couverts de sang. Certaines femmes et filles ont été violées et enlevées dans le quartier de Saidabad et d'Alichopan, essentiellement par les Taliban de Balkh, quoique cette forme de violence à l'égard des femmes ne fût pas généralisée.

Une femme ouzbèke du quartier de Darwaz-e-Shadyan a vu son fils être tué sous ses yeux parce que les Taliban l'avaient pris pour un Hazara. Un Hazara du même quartier qui tentait de s'enfuir a été tué par les Taliban à l'aide d'une baïonnette qui lui a transpercé la tête, le visage et les yeux. Un confiseur du même quartier a été tué dans sa maison en même temps que 12 membres de sa famille, dont des femmes, des enfants et des vieillards. Les tueurs parlaient pashtu de Kandahar et ourdou et ne maîtrisaient pas le persan. Un vendeur de légumes du quartier de Mandai a succombé à la suite de coups de bâton qui lui avaient été assénés à la tête. Selon de nombreux témoins, les Taliban savaient exactement où se rendre et connaissaient même les maisons appartenant à des Hazaras. Un bâton au bout duquel flottait un drapeau blanc a été accroché aux maisons de Hazaras dont les occupants avaient pris la fuite, avaient été arrêtés ou tués pour indiquer qu'elles appartenaient désormais aux Taliban. On estime à plusieurs milliers le nombre de ces maisons. Les personnes qui ont essayé d'y entrer ont été arrêtées ou abattues.

Les maisons appartenant à des non-Hazaras situées près de quartiers habités par les membres de l'ethnie hazara ont été également fouillées à la recherche d'Hazaras et d'armes. Tous les hommes hazaras ont été arrêtés pendant les deux premiers jours. On pense que les personnes qui raflaient les Hazaras dans les rues étaient des Pashtouns de Balkh précédemment affiliés au parti Hezb-e-Islami. Les forces des Taliban continuent de rechercher de jeunes Hazaras détenteurs d'armes qui étaient peut-être affiliés au parti politique Hezb-e-Wahadat. Une des façons de déterminer si telle ou telle personne est hazara ou chiite consistait à lui demander le nombre de versets du Coran qu'elle récitait pendant ses prières. Les personnes dont la réponse correspondait au nombre récité par les chiites étaient arrêtées sur-le-champ.

On estime à environ 3 000 le nombre de Hazaras exécutés sommairement chez eux ou dans la rue au cours des six premiers jours qui ont suivi la prise de Mazar-e-Sharif par les Taliban le 8 août 1998. Les personnes arrêtées et/ou exécutées étaient essentiellement des hommes et des garçons, si ceux-ci paraissent assez âgés pour combattre. Environ 700 personnes arrêtées auraient été exécutées à Dasht-e-Hairatan. On estime qu'un très grand nombre de combattants de l'opposition, jusqu'à 3 000 probablement, qui venaient d'arriver à Mazar-e-Sharif sont tombés dans une embuscade dans le district de Zeinabad et ont été plus ou moins décimés. Selon des témoins, les Taliban avaient donné des instructions pour que les corps des combattants du Hezb-e-Wahadat provenant de la province de Bamyan et d'autres Hazaras soient abandonnés dans les rues jusqu'à ce que les animaux s'en repaissent. On estime que 4 000 à 5 000 personnes ont été tuées dans la ville de Mazar-e-Sharif. Le nombre de victimes militaires serait identique. On estime actuellement que le nombre total de victimes se situe entre 5 000 et 8 000.

Un groupe de 200 à 250 Hazaras arrêtés par les Taliban ont été emmenés sur la tombe du chef du parti Hezb-e-Wahadat, Mazari, où ils ont été exécutés. La tombe de Mazari a été par la suite détruite par les Taliban. En outre, quelque 300 personnes auraient été exécutées dans le lycée Sultan Razia. Les forces des Taliban ont à deux reprises fait sauter le camp «Mazari» pour les personnes déplacées de Kaboul après que 250 personnes y avaient été tuées.

Les hommes hazaras qui n'étaient pas exécutés immédiatement dans leur maison avec les membres de leur famille étaient emmenés. De nombreux prisonniers appartenant à la minorité ethnique hazara étaient regroupés dans des conteneurs métalliques qui étaient abandonnés au soleil pendant la journée puis transportés à Shebergan à la tombée de la nuit. Certains étaient violemment battus avant d'être mis dans les conteneurs. La plupart des personnes qui étaient ainsi exposées dans les conteneurs suffoquaient. Le nombre de conteneurs transportés vers Shebergan variait. On estime que 10 à 12 conteneurs remplis de Hazaras ont été transportés à Shebergan pendant les six premiers jours qui ont suivi le 8 août 1998, chacun contenant 110 à 130 prisonniers. Des témoins ont vu des conteneurs ouverts où tous les hommes qui y étaient entassés étaient morts asphyxiés. Dans d'autres, seulement 10 ou 20 personnes restaient en vie. Selon un témoin, à l'ouverture de trois conteneurs transportant 120 personnes, seulement trois avaient survécu pendant le voyage jusqu'à Shebergan. Des camions recouverts de plastique servaient à transporter les prisonniers de Mazar-e-Sharif à Shebergan. De nombreuses personnes, probablement plusieurs milliers, ont été emmenées à Hairatan et à Shebergan pour être interrogées, et on pense que la plupart ont été tuées. Il était peu probable que des personnes ne parlant guère la langue pashto survivent à l'interrogatoire. Un témoin a été torturé et les ongles de ses doigts arrachés. Certains conteneurs remplis d'enfants (garçons et filles ayant perdu leurs parents) ont été emmenés vers une destination inconnue.

Des massacres ont eu lieu au cours des deux premières semaines qui ont suivi la prise de Mazar-e-Sharif par les forces des Taliban. Par la suite, seules les personnes dénoncées aux Taliban par les membres de la communauté pashtoune locale étaient arrêtées ou exécutées. Des prisonniers ont été exécutés en plusieurs endroits aux abords de Mazar-e-Sharif et enterrés dans plusieurs fosses communes. Il existerait des fosses communes où des Hazaras de Mazar-e-Sharif ont été enterrés après avoir été exécutés par les forces des Taliban dans la zone désertique de Dasht-e-Laili, située entre les villes de Shebergan et Maimana, à 130 kilomètres à l'ouest de Mazar-e-Sharif, qui se trouve être le site du massacre présumé de Taliban faits prisonniers de guerre en 1997. Un témoin qui n'était pas hazara et qui était allé à la recherche de son fils dans la prison de Mazar-e-Sharif a appris que celui-ci avait été transféré à Shebergan. À Shebergan, on lui a dit de rechercher son fils à Dasht-e-Laili. Lorsqu'il s'y est rendu, il a trouvé des milliers de corps, dont celui de son fils, qui avaient été égorgés. Les exécutions ont pu se poursuivre à Dasht-e-Laili.

De très bonne heure le matin du 9 août 1998, des camions étaient garés devant les mosquées chiïtes et tous ceux qui en sortaient y étaient embarqués et emmenés en prison. Dans le quartier de Karte Ariana de Mazar-e-Sharif, les hommes ont été invités à aller prier à la mosquée. Lorsqu'ils sont sortis de la mosquée (ils étaient 150), ils ont tous été embarqués dans des conteneurs et emmenés vers une destination inconnue. On a dit aux chiïtes et aux Hazaras de prier de la même façon que les musulmans sunnites s'ils voulaient rester à Mazar-e-Sharif et survivre. Les haut-parleurs de toutes les mosquées ont été utilisés pour inviter les membres survivants de la communauté musulmane chiïte de Mazar-e-Sharif à se convertir à l'islam sunnite, à assister aux prières cinq fois par jour, et ce, pour leur bien, «à moins qu'ils ne veuillent être traités

comme des chiens et tués sur place». Le Gouverneur de Mazar-e-Sharif nommé par les Taliban, Maulavi Niazi, aurait annoncé que les Hazaras devaient arrêter de pratiquer la religion de la République islamique d'Iran et qu'ils devaient devenir de vrais musulmans. Le Mollah Niazi a annoncé que «Les Hazaras peuvent vivre avec nous. Ils ont trois choix : ils peuvent devenir sunnites, ils peuvent aller en République islamique d'Iran ou ils peuvent être tués». Dans son message radiodiffusé à partir d'une mosquée du village de Kocha Istalifi, le Mollah Niazi a déclaré que les Hazaras devaient devenir de bons musulmans, payer le *bawj* (paiement fait par des non-musulmans) ou quitter l'Afghanistan. Le message suivant a été radiodiffusé pendant un sermon de la mosquée centrale de Mazar-e-Sharif : «Si les Iraniens ne croient pas dans les 12 versets du Coran, si l'un d'entre eux ne croit même pas dans l'un des versets du Coran, ils seront considérés comme des non-croyants. Ils risquent d'être tués.» Des témoins ont déclaré que le terme «Iraniens» était manifestement censé désigner tous les musulmans chiites et non les nationaux iraniens. Le Mollah Niazi a également mentionné les massacres de mai 1997 et établi un lien explicite avec les Hazaras, les rendant responsables du meurtre de Taliban. Les gens ont été forcés à réciter un certain poème sunnite. On a vu certains Hazaras se rendre dans des mosquées sunnites. En outre, un message a été diffusé à partir des mosquées, selon lequel quiconque offrait refuge à un Hazara subirait le même sort que les Hazaras.

Il a été indiqué que le dirigeant des Taliban, Amir Mohammed Omar, avait émis une fatwa (décret religieux) stipulant que le meurtre de musulmans chiites n'est pas un crime parce que ceux-ci sont des *kafirs* (non-croyants).

De nombreuses personnes ont été initialement arrêtées et détenues, sans distinction d'origine ethnique. En prison, les détenus ont été regroupés en fonction de leur appartenance ethnique. Les Hazaras ont été séparés des autres et placés dans la section «politique». Ce sont des Taliban de Kandahar qui étaient chargés de cette tâche : ils étaient faciles à reconnaître grâce à leur façon de s'habiller et de parler. Les Pashtouns ont été relâchés. Les Tadjiks et les Ouzbeks ont été relâchés suite à une lettre reçue du bureau du Gouverneur. Les détenus ont été battus à l'aide de câbles pour les faire confesser qu'ils possédaient des armes ou indiquer où des armes étaient cachées. Au moins une personne a été battue à mort à l'aide d'un câble. D'autres prisonniers ont été battus à côté du cadavre de la victime. Le nombre de prisonniers s'est accru de jour en jour pour bientôt atteindre quelque 3 000. Deux ou trois camions d'une quinzaine de mètres de long ont, chaque jour, transporté des prisonniers hazaras vers Shebergan et, par la suite, bon nombre d'entre eux jusqu'à Dasht-e-Laili. Une semaine après la prise de Mazar-e-Sharif par les forces des Taliban, de nombreuses personnes se pressaient devant la prison pour demander la libération des membres de leur famille. Les Taliban ont dit à ceux dont les proches ne se trouvaient pas dans la prison d'aller voir à Shebergan et, s'ils n'étaient pas là, à Dasht-e-Laili.

Dans une autre zone du nord de l'Afghanistan sous contrôle des Taliban, deux garçons, l'un âgé de 10 ans et l'autre de 12 ans, ont été abattus après avoir reçu des coups de crosse de fusil sur la tête. Leur mère, qui implorait les combattants d'épargner ses fils, a également été tuée après avoir reçu des coups de crosse de fusil sur la tête. Les membres survivants de la famille n'ont pas été autorisés à enterrer les victimes. Les Taliban ont ensuite pillé la maison et emporté tous les objets de valeur.

Les Taliban ont pris pour cible les maisons de personnes appartenant à d'autres minorités ethniques. Les maisons de commandants militaires connus appartenant à d'autres minorités ethniques (Tadjik et Ouzbek) ont été fouillées et certains des hommes ont été arrêtés et détenus. La plupart d'entre eux ont été transférés à Shebergan. Sinon,

les Tadjiks et Ouzbeks n'ont été arrêtés que lorsque les Taliban trouvaient quelque chose à leur reprocher. Selon des témoins, des gens ont été arrêtés par simple raison qu'ils n'avaient pas salué un Taliban.

Pendant plusieurs jours, les forces des Taliban ont empêché les habitants de Mazar-e-Sharif de quitter la ville. De nombreux postes de contrôle ont été installés et les véhicules et bagages ont été fouillés de fond en comble. À ces postes de contrôle les Taliban recherchaient des commandants militaires et demandaient des renseignements à leur sujet. Ils faisaient sortir les Hazaras de leur véhicule et les tuaient ou les emmenaient. À certains postes de contrôle, les Taliban utilisaient des bâtons dont un bout était enrobé de cire, qu'ils faisaient entrer dans les manches des suspects pour vérifier si les hommes avaient des poils sous les aisselles, ce que les Taliban ne tolèrent pas, afin de les identifier plus facilement. Des postes de contrôle étaient installés non seulement à l'intérieur et aux alentours de la ville, mais dans toutes les zones sous le contrôle des forces des Taliban. À un des postes de contrôle, un Taliban a déclaré que les Hazaras finiraient tous par être tués. En outre, les routes menant à la ville et celles qui menaient au Tadjikistan étaient bloquées. On estime que 10 000 à 12 000 personnes ont fui Mazar-e-Sharif le 8 août 1998. Une fois, une colonne de personnes fuyant la ville avait atteint le désert au sud de Mazar-e-Sharif; là, elle a été bombardée par un avion de chasse des Taliban, a essuyé les tirs lance-roquettes multitubes installés dans la ville, puis été pourchassée par des camionnettes rapides. Il se peut que quelques combattants se soient trouvés parmi elles. La route était tellement encombrée de voitures et de gens que les véhicules roulaient par-dessus les cadavres des personnes tuées pendant les bombardements. Par la suite, aucun mouvement en dehors de la ville n'a été possible pendant deux semaines.

Les biens des Hazaras ont également été pillés sur les routes par des commandants locaux affiliés aux Taliban, qui prétendaient qu'ils avaient le droit de le faire étant donné que les Hazaras n'étaient pas des musulmans mais des infidèles. Les hommes hazaras arrêtés par les Taliban à des postes de contrôle dans différentes parties du pays ont parfois été battus à l'aide de câbles. C'est autour de Mazar-e-Sharif que la situation a été la plus grave. Lorsqu'une poupée a été trouvée dans les bagages d'une famille, les Taliban ont qualifié ses membres de bouddhistes et d'infidèles, et crié que les Hazaras et les musulmans chiites étaient des non-croyants et devaient aller en République islamiques d'Iran, en Chine ou en Mongolie. Les hommes ont été battus à l'aide de câbles en acier. Les hommes hazaras qui avaient été arrêtés au poste de contrôle et emmenés au bureau de la sécurité à Kandahar ont reçu un seul morceau de pain par jour pour survivre et ont été brutalement battus la nuit. Leur cou était enchaîné et leurs pieds et mains liés à l'aide de chaînes pendant qu'ils étaient battus. Au poste de contrôle des Taliban près de la frontière pakistanaise, les hommes ont été arrêtés et battus pendant deux heures. Les Taliban ont clairement déclaré qu'ils ne permettraient pas qu'un Hazara de Mazar-e-Sharif ou Bamyan traverse la frontière pour se rendre au Pakistan. Bon nombre de familles du groupe ethnique hazara n'ont souvent réussi à traverser la frontière que sans les hommes qui les accompagnaient. Par exemple, deux hommes voyageant avec une femme qui n'avait aucun lien de parenté avec eux et qui était en possession d'une photographie ont été arrêtés près de la frontière. Les Taliban ont pris contact avec des Hazaras qui avaient réussi à traverser la frontière pakistanaise et leur ont offert de faciliter la libération des membres de leurs familles en échange d'importantes sommes d'argent. Quelque 2 000 Hazaras qui avaient été capturés par les Taliban alors qu'ils essayaient de quitter l'Afghanistan sont actuellement détenus par les Taliban à Jalalabad.

Des biens appartenant à des Hazaras ont été pillés et leurs terres distribuées à des Pashtouns. Les Taliban ont annoncé que, dans les zones habitées par des Hazaras et des Pashtouns, les terres appartenant à des Hazaras devraient être distribuées aux nomades Pashtouns.

Les locaux occupés par des organismes d'aide internationaux à Mazar-e-Sharif ont été cambriolés et pillés. En outre, des groupes de Taliban dirigés par des Pashtouns de Balkh ont été amenés dans les maisons du personnel des organismes d'aide pour les piller et y chercher de l'argent. Du matériel radio et des véhicules continuent d'être confisqués.

Province de Bamyan et alentours

Dans les districts de Sheikh Ali et Ali Khan, dans la vallée de Ghorband, plus de 1 000 villageois ont été massacrés, aussi bien des hommes que des femmes et des enfants. Les cadavres jonchaient les rues, certains directement devant la maison des victimes, ce qui supposerait que celles-ci avaient été appelées dehors par les Taliban et puis tuées. Une analyse des victimes a fait apparaître que les hommes, les femmes et les garçons avaient été tués, tandis que les fillettes avaient été ruées de coups ou battues à mort. Des tueries analogues ont eu lieu dans les districts d'Inkal et de Lolem Shah.

D'autres informations font état du massacre d'environ 800 personnes, essentiellement des civils, dans la région de Hazarajat le 13 ou le 14 septembre 1998.

Selon certaines informations, une vieille femme pashtoune avait caché 25 femmes et enfants hazaras dans sa cave. Un jour, un Taliban a remarqué au marché qu'elle achetait d'importantes quantités de pain et l'a suivie jusque chez elle. Il a tué la femme pashtoune, puis toutes les femmes et tous les enfants hazaras dans la cave.

On estime à environ 5 000 le nombre des familles déplacées de Mazar-e-Sharif, de la province de Bamyan et du sud de la région Hazarajat. Quelque 2 000 parmi elles manqueraient de nourriture.

III. Réponse au mémorandum

5. Par une note verbale datée du 21 octobre 1998, l'ambassade de l'Émirat islamique d'Afghanistan à Islamabad a transmis la traduction officielle d'une note concernant la situation des droits de l'homme à Mazar-e-Sharif, dans laquelle les dirigeants de l'Émirat islamique d'Afghanistan répondaient au mémorandum du Rapporteur spécial dans les termes suivants :

Bref commentaire sur le rapport imaginaire relatif à la situation des droits de l'homme à Mazar-e-Sharif, établi par Choong-Hyun Paik

Il semble que l'auteur se soit déjà rendu précédemment en Afghanistan; cependant, au lieu d'apprendre à connaître le pays, il a surtout essayé de bien connaître les opposants. En effet, si un Afghan lisait ce rapport, il se rendrait vite compte que l'auteur va dans la mauvaise direction. Il inspire ceux qui agissent à l'encontre des

droits de l'homme et prétend que ceux-ci sont totalement dévoués à la cause de ces droits et ont rendu des services extraordinaires à cet égard.

Il convient de souligner que, si une personne impartiale, réaliste et réputée devait formuler un jugement sur ce rapport, elle arriverait directement à la conclusion que l'auteur n'a pas vérifié le moindre élément de ce qu'il a affirmé et s'est probablement fondé sur des anecdotes et des articles de presse sans fondement ou sur des comptes rendus mensongers d'opposants. Il convient cependant de mentionner que certains points sont exacts, notamment le massacre et la détention de personnel militaire, la récupération d'armes et l'évacuation temporaire de certains lieux. Mais le reste des explications et accusations n'est que de la propagande, qui ne peut qu'engendrer préjugés sans fondement et lavage de cerveau. C'est ainsi que l'auteur dit, par exemple, que «certaines choses ont été faites avec une femme pashtoune».

L'auteur essaie d'adapter son rapport, qui ressemble davantage à un roman, pour attirer l'attention du lecteur.

Quant l'auteur laisse entendre que les opposants de l'Émirat islamique ont manifestement commis différents crimes de diverse nature, a-t-il au moins essayé d'approfondir la question? Lorsque des milliers de Taliban non armés épris de paix ont été torturés par différents moyens, qui donc était à l'écoute?

En ce qui concerne l'Émirat islamique d'Afghanistan, utiliser deux attitudes différentes est une chose, mais émettre deux points de vue pour décrire le même phénomène n'est pas acceptable; il s'agit simplement d'exagérations dans un souci de publicité aussi large que possible. Quant aux agents des services de renseignement iraniens, les informations qu'ils ont fournies vont bien au-delà du cadre de l'enquête menée par le Comité compétent. C'est pour faire plaisir aux autorités iraniennes et occulter leur intervention en Afghanistan.

L'auteur du rapport mentionne la Chine et la Mongolie simplement pour pouvoir exploiter ces arguments-là plus tard.

Pour illustrer l'étroitesse de vues de l'auteur, il suffit de rejeter son affirmation injuste selon laquelle les Taliban tuent même des animaux, des femmes et des enfants, ou violent des femmes. Ces accusations sont sans fondement et reflètent tout simplement un manque de respect à l'égard de l'Islam. Il s'agit là d'efforts vains et seul le passage du temps prouvera que ces accusations ne sont que des mensonges. À la longue, le monde découvrira nécessairement la vérité.

Ce que nous demandons aux organismes humanitaires du monde, c'est qu'ils guérissent les plaies des Afghans et non pas qu'ils les aggravent.

IV. Conclusions et recommandations

A. Conclusions

6. Le Rapporteur spécial juge horribles les dernières informations en provenance d'Afghanistan; elles sont profondément troublantes et témoignent d'une aggravation des violations des droits de l'homme. Il est tout particulièrement choqué et consterné par les tueries et autres violations qui ont eu lieu en août et septembre 1998, en particulier dans les régions de Mazar-e-Sharif et Bamyan, où l'on a notamment signalé que des non-combattants avaient été victimes d'exécutions sommaires et de détention arbitraire. Le Rapporteur spécial condamne énergiquement tous les types de violations des droits de l'homme, en particulier

les actes odieux portant atteinte au droit inhérent à la vie qui ont eu lieu récemment. On ne peut justifier ni tolérer de telles atrocités, et leurs auteurs ne doivent pas rester impunis mais traduits en justice.

7. Les souffrances du peuple afghan n'ont guère cessé depuis la publication du dernier rapport du Rapporteur spécial. Celui-ci tient à réaffirmer que le silence ne peut être la stratégie de la communauté internationale. L'ampleur des violations commises en Afghanistan et les souffrances de la population civile appellent d'urgence l'attention de la communauté internationale.

8. Le Rapporteur spécial déplore également le meurtre de fonctionnaires des Nations Unies en Afghanistan en juillet et août 1998 et adresse ses condoléances à leur famille.

B. Recommandations

9. Le Rapporteur spécial invite toutes les parties à mettre immédiatement fin au conflit armé, à faire preuve de modération et à respecter les droits de l'homme, y compris le droit à la vie et à la sécurité de toutes les personnes, et à s'abstenir dorénavant de tout acte susceptible de violer les droits de l'homme, aussi bien de la population civile que des combattants, en raison notamment de leur appartenance ethnique ou de leur religion. Il invite toutes les parties à respecter les droits fondamentaux reconnus à l'échelle internationale, notamment les droits des femmes, ainsi que le droit humanitaire. Toutes les parties devraient respecter les droits fondamentaux des populations vivant dans les zones sous leur contrôle et respecter en particulier leur droit inhérent à la vie.

10. Tous les non-combattants qui sont détenus par quelque partie que ce soit devraient être relâchés. Le Comité international de la Croix-Rouge devrait avoir accès sans entrave à tous les prisonniers et détenus. Les prisonniers ne doivent pas être utilisés comme monnaie d'échange et tous ceux qui ne sont pas des détenus de droit commun devraient être relâchés.

11. Les restrictions imposées aux femmes et aux filles par les autorités des Taliban devraient être levées.

12. La communauté internationale devrait demeurer vigilante en ce qui concerne le respect des droits de l'homme en Afghanistan. L'Organisation des Nations Unies devrait s'employer à surveiller plus étroitement la situation des droits de l'homme en Afghanistan et en rendre compte systématiquement en renforçant la présence de moniteurs de droits de l'homme sur le terrain.

13. L'ONU devrait susciter une plus grande prise de conscience et une meilleure connaissance des droits fondamentaux internationalement reconnus, y compris des sexospécificités, en mettant en place sur le terrain un mécanisme consultatif pour les droits de l'homme.

14. L'ONU devrait enquêter sur les graves violations des droits de l'homme qui ont eu lieu en Afghanistan, y compris les allégations de massacres.

15. Le Rapporteur spécial recommande que des photographies aériennes soient prises des sites où se trouveraient des charniers en Afghanistan.

16. Le Rapporteur spécial invite toutes les parties au conflit à coopérer pleinement à une enquête neutre et objective sur les violations des droits de l'homme.

17. Ceux dont il s'avère qu'ils sont responsables de graves violations des droits de l'homme commises en 1997 et 1998 devraient être traduits en justice et, conformément aux normes internationales, bénéficier d'un procès équitable.

18. Le Rapporteur spécial est convaincu que la meilleure façon de prévenir les violations des droits de l'homme serait, pour toutes les parties, de faire preuve d'un maximum de retenue, de régler leurs différends par des moyens pacifiques et d'instaurer l'état de droit. Elles devraient s'employer à mettre en oeuvre un véritable processus de réconciliation nationale et de consolidation de la paix.
